



« Garde- moi, mon Dieu,
mon refuge est en toi »
Ps16, 1



APPEL URGENT
Mars 2022

République du Cameroun,
dirigée par Paul Biya
depuis 1997

 475 442 km²

 24 994 825

 Yaoundé

État rétentionniste,
pratiquant la torture,
malgré la ratification
de la Convention contre
la torture de l'ONU

Veillez adresser copie du
modèle de lettre ci-joint
aux autorités (adresse sur
la lettre- ou directement
sur le site de la
[Présidence de la
République](#).) Affranchir à
2,09€ pour l'international.

Action des Chrétiens pour l'Abolition
de la Torture
Rue Brogniez 44, 1070 Bruxelles
acatbelgique@gmail.com/www.acat.be

LIBERTE POUR TSI CONRAD !

Condamné à 15 ans de prison ferme en mai 2018 pour avoir couvert la répression des premières protestations anglophones, [Tsi Conrad](#) est détenu à la Prison centrale de Yaoundé depuis plus de cinq ans.

Dès octobre 2016, le journaliste Tsi Conrad filme et photographie les manifestations pacifiques dénonçant la situation des populations anglophones à Bamenda (Ouest du pays). Du même coup il révèle les exactions du pouvoir en place : usage excessif de la force létale, arrestations massives, torture, humiliations et intimidations... Ses images sont amplement distribuées et partagées. Le 8 décembre, il filme une nouvelle manifestation réprimée à balles réelles, quand des militaires l'arrêtent. Son appareil photo détruit, il est conduit dans un poste de police de Bamenda. Sous la torture, il signe des aveux selon lesquels il est l'un des meneurs « sécessionnistes ». Des locaux de la Direction de la surveillance du territoire (DST), il est transféré, le 23 décembre, à la Prison centrale de Yaoundé. Il y séjourne encore.

Son procès irrégulier- ajourné plus de 16 fois- devant le Tribunal militaire de Yaoundé, se déroule de novembre 2017 à mai 2018 sans accès libre à son avocat : tous deux sont surveillés par des gardiens et disposent de 15 mn maximum pour échanger. L'avocat ne reçoit pas tous les documents de l'accusation et ne peut citer de témoins pour la défense. Le 25 mai 2018, le prévenu est condamné à 15 années de prison, reconnu coupable d'« *hostilités à la patrie, sécession, propagation de fausses informations, révolution, insurrection, outrage aux organismes et fonctionnaires publics, résistance, terrorisme* » (Loi n°2014/028 du 23-12-2014, [taxée de liberticide par des experts des Nations unies](#)). L'appel interjeté par l'avocat de Tsi fin mai 2018 n'est toujours pas examiné.

Le 3 octobre 2019, le Président Biya libère 333 personnes arrêtées dans le cadre du conflit des régions anglophones. Ce geste de clémence n'atteint pas M. Conrad. Le 5 mai 2021, le Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire adopte l'Avis n°10/2021 dans lequel il indique que [la privation de liberté de Tsi Conrad est arbitraire](#) et demande au gouvernement camerounais sa relaxe [immédiate](#).

Explosion d'une guerre civile

A l'automne 2016, avocats, enseignants et étudiants anglophones protestent contre la « *francophonisation* » des systèmes législatif et éducatif des régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. Ils s'insurgent aussi contre la marginalisation de leur territoire. Les autorités répriment violemment les

manifestations pacifiques. D'octobre 2016 à février 2017 les villes de Bamenda, Buea, Kumba et Kumbo sont durement touchées, avec des centaines de personnes arrêtées et plus de dix manifestants tués par balles. Les autorités camerounaises tentent le *black-out*: organisations de la société civile proscrites, Internet et lignes téléphoniques suspendus dès janvier 2017. Les militants anglophones répondent par des stratégies de désobéissance civile (boycott des écoles et opérations « *ville morte* »). En octobre, les forces de défense et de sécurité tirent à balles réelles sur des manifestants célébrant symboliquement l'indépendance des régions anglophones. Vingt tués, des blessés, des centaines d'interpellés. Des milliers de personnes fuient, à telle enseigne que les appels à la lutte armée des groupes séparatistes supplantent les voix anglophones modérées. C'est la guerre civile. Les symboles de l'État et les forces de défense et de sécurité sont attaqués. Les régions anglophones se militarisent. La répression tous azimuts favorise l'émergence de mouvements radicaux au sein de la société anglophone.

Entre 2016 et 2019 plus de 3 000 personnes perdent la vie dans cette guerre de basse intensité. Plus de 500 000 personnes sont déplacées.

Aujourd'hui, la situation sécuritaire des régions anglophones est incontrôlable. Elles sont administrées en partie par des séparatistes semant la terreur : exécutions sommaires de civils considérés comme proches des autorités, attaques d'établissements scolaires.... Ces groupes séparatistes mènent des actions de guérilla contre les forces de sécurité à grand renfort d'explosifs improvisés. Par peur des raids séparatistes, de nombreux fonctionnaires ont fui.

L'armée riposte régulièrement si des militaires sont tués lors d'embuscades. Ce sont alors incendies de bâtiments, meurtres, arrestations suivies d'actes de tortures... Les forces armées s'appuient localement sur des milices pro-gouvernementales qui assurent la sécurité et le renseignement dans certains territoires. A la faveur du chaos ambiant, les coupeurs de route, les criminels, les malfrats rançonnent citoyens et commerçants. Depuis 2017, ce conflit a provoqué une grave crise humanitaire. Les autorités camerounaises n'apportent que peu d'aide et restreignent la liberté des ONG présentes. Les civils qui n'ont pu fuir sont régulièrement pris pour cibles par les deux parties au conflit.

(ACAT France)